

Préface

Depuis 1997, le Sénégal a lancé avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), diverses initiatives d'envergure nationale dont l'édition de rapports nationaux consacrés aux défis du développement humain. Depuis, le sommet du Millénaire organisé en septembre 2000, à New York, le PNUD a également promu l'élaboration de rapports nationaux consacrés aux défis et aux avancées en direction des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Au Sénégal, ces différents instruments se complètent avantageusement et valorisent la réflexion stratégique et la promotion des partenariats à l'échelle internationale et nationale. Ces rapports constituent de véritables supports d'analyse théorique et empirique qui se fondent sur des données pertinentes à la fois objectives et indépendantes, et appliquent, la perspective du développement humain à des questions nationales prioritaires tout en permettant de suivre les avancées en direction des OMD.

De ce fait, ces rapports se révèlent être de puissants instruments permettant de mesurer les progrès, mais aussi et de façon courageuse, les contre-performances notés dans la définition et la gestion des politiques publiques.

Comme pour les éditions précédentes, le Rapport National sur le Développement Humain (DHD), 2005, se caractérise par son élaboration empreinte d'indépendance d'esprit et par la pertinence et la profondeur de ses analyses. Il montre clairement l'importance qu'il convient d'attacher à la promotion de la décentralisation et à la valorisation des opportunités de développement à la base. Il met en exergue la nécessité d'un engagement résolu en faveur d'une politique de décentralisation ambitieuse dans le souci de répondre notamment aux trois grands enjeux que sont l'accélération de la croissance et de la productivité, la lutte contre la pauvreté par la création d'emplois décents et la desserte des services essentiels, et la promotion de la démocratie locale et de la bonne gouvernance. Le renforcement des capacités des collectivités locales et des moyens nécessaires à la réalisation des compétences transférées, la consolidation des dispositifs de planification et de programmation, le renforcement des finances locales et la réalisation d'une véritable politique de déconcentration administrative y compris de suivi-évaluation des initiatives en faveur de la décentralisation et du développement local, constituent des priorités.

A cet égard, les défis de la mise en œuvre du nouveau document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP II), la problématique de l'accélération de la croissance par la création de pôle développement et la promotion de la décentralisation des initiatives en faveur de la lutte contre la pauvreté, apparaissent essentielles. Dans cette perspective, les nouvelles politiques doivent poursuivre l'effort de redéploiement des dépenses publiques en faveur des secteurs à forte résonance sociale, qui déterminent directement ou indirectement le développement humain. Elles doivent également satisfaire au développement des infrastructures de base et aux moyens d'existences durables en faveur des plus démunis. Les politiques publiques doivent également être réorientées dans le sens de changements pertinents qui doivent être apportés à l'environnement institutionnel et juridique, afin de lever certaines distorsions qui limitent la participation active et l'auto-promotion des populations.

Voilà ce en quoi, la présente édition du Rapport National sur le Développement Humain, dont le projet à la fois théorique et opérationnel, a pour objectif d'analyser le mode de gouvernance

des institutions, celui des processus économiques et des politiques sociales au niveau décentralisé dans une perspective de développement humain, fait référence.

Nous sommes persuadés que ce 3^{ème} rapport national qui sera lancé, comme à l'accoutumée par le Chef de l'Etat, influera sur le dialogue des politiques et les orientations de développement national ainsi que sur les partenariats élargis appelés à soutenir la dynamique de développement en faveur de la lutte contre la pauvreté.

Le Rapport national sur le développement Humain est le résultat d'un processus largement participatif qui aura nécessité un engagement politique ferme et l'implication de tous les acteurs tant aux niveaux national que local. A cet égard, il importe de noter que le rapport national DHD est le fruit d'un travail pluridisciplinaire, réalisé par des consultants nationaux indépendants qui ont bénéficié de l'appui technique et des orientations stratégiques d'un Comité de Pilotage composés de représentants du Gouvernement, de la Société Civile et du secteur privé et du Système des Nations Unies au Sénégal. Cette dynamique de concertation et d'échanges confère, sans nul doute, à ce rapport une crédibilité scientifique et une grande envergure nationale.

Je voudrais réitérer le fait qu'en appuyant le processus d'élaboration de ce rapport national, qui sera largement diffusé, le Gouvernement du Sénégal et le PNUD, s'engagent, au titre de leur coopération, à consolider le cadre systématique de réflexion et de plaidoyer en faveur du développement humain que constitue le Forum national de développement Humain, appelé à susciter une réflexion stratégique et un dialogue fondé sur la participation de tous, institutionnels, représentants d'entités du secteur privé, de la société civile, du monde de la recherche.

Aussi, je tiens à remercier ses auteurs, en l'occurrence, le coordonnateur du rapport et toute l'équipe de consultants nationaux, le Comité de Pilotage, le Secrétariat Technique assuré par la Direction de la Planification du Ministère du Plan et du Développement Durable ainsi que le Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PAREP) et l'Unité de Politique et d'Analyse Economique du PNUD qui n'ont ménagé aucun efforts pour accomplir ce travail. Enfin mes remerciements vont à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la production de ce rapport.